

CHARTRE POUR LA PROTECTION
DES MINEURS ET DES
PERSONNES VULNÉRABLES

Français	3
Décret de Mgr Hérouard, délégué <i>ad nutum</i> pour le Sanctuaire de Lourdes	3
Règles générales	4
La loi française	7
Signalement d'abus	9
Les prêtres	11
Les hospitaliers	13
Les jeunes	14
English	23
Decree of Mgr. Hérouard, apostolic delegate for the Sanctuary of Lourdes	23
General rules	24
French law	27
Reporting abuse	29
Priests	31
The Hospitality	33
Young people	34
Español	43
Decreto de Mons. Hérouard, delegado <i>ad nutum</i> para el Santuario de Lourdes	43
Reglas generales	44
La ley francesa	47
Señalar un abuso	49
Los sacerdotes	51
Los hospitalarios	53
Los jóvenes	54
Italiano	63
Decreto di Mons. Hérouard, delegato <i>ad nutum</i> per il Santuario di Lourdes	63
Regole generali	64
La legge francese	67
Segnalazione di abusi	69
I sacerdoti	71
Gli hospitaliers	73
I giovani	74

Mgr Antoine Hérouard
Délégué *ad nutum* pour le Sanctuaire de Lourdes

Pour que les pèlerins puissent vivre une expérience humaine et spirituelle authentique dans le sanctuaire marial de Lourdes, en toute sécurité,

Pour que cette expérience, soit protégée contre tout abus et toute forme de violence envers les mineurs et les personnes vulnérables,

Puisque les agressions et les abus sexuels sur les mineurs et sur les personnes vulnérables sont des actes intolérables et inacceptables, brisant les personnes victimes et que lorsque commis par des membres du clergé ou des laïcs engagés au sein de l'Église, ils ont un impact destructeur sur la communauté ecclésiale et sur la société civile,

Je décrète

- Art. 1. Que les présentes normes s'appliquent à toute personne œuvrant dans le Sanctuaire de Lourdes (prêtres, religieux, religieuses, hospitaliers, laïcs salariés et bénévoles) que ce soit de façon permanente ou pendant le temps de leur pèlerinage.
- Art. 2. Est instituée autour du délégué épiscopal une cellule d'écoute et de discernement chargée d'intervenir en cas de comportement inapproprié.
- Art. 3. La charte portée en annexe de ce décret, fait autorité pour la protection des mineurs et de personnes vulnérables, afin de prévenir tout abus et permettre d'agir rapidement et efficacement dans l'appréciation des situations d'inconduite morale.
- Art. 4. Toute personne souhaitant exercer un service dans le Sanctuaire devra se soumettre aux vérifications prévues par cette charte.
- Art. 5. En accord avec les dispositions de cette charte, toute personne ayant connaissance d'abus sur un mineur ou une personne vulnérable doit, tout en respectant les règles du droit français, signaler les faits au délégué épiscopal ou au Recteur du Sanctuaire ou à l'évêque étant sauves les dispositions du Motu proprio *Vos estis lux mundi* art. 3 et 4 ainsi que les normes générales du droit.
- Art. 6. Ces normes sont établies sans préjudice de la loi française en particulier les éventuelles obligations de signalement aux autorités civiles compétentes.
- Art. 7. Le Délégué épiscopal est chargé, pour ce qui le concerne, de l'application de ces normes.
- Art. 8. Ces présentes normes sont approuvées *ad experimentum* pour un an et prennent effet à dater de ce jour.

Fait à Lourdes le 11 février 2020



+ Mgr Antoine Hérouard

RÈGLES GÉNÉRALES

Le Sanctuaire de Lourdes souhaite offrir à chaque pèlerin et visiteur un cadre humain et spirituel favorisant la fraternité et le respect des personnes. Le Sanctuaire veut incarner le message évangélique *chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait* (cf. Mt 25,40). La responsabilité pour la bienveillance de chaque personne est notre moteur.

Une *personne vulnérable* est une personne qui, en raison de son âge (enfant, mineur de dix-huit ans, personne âgée), d'un handicap ou d'autres circonstances, temporaires ou permanentes, se trouve dans un état d'infirmité, de déficience physique ou psychique, ou de privation de liberté personnelle qui, de fait, limite, même occasionnellement, sa capacité de compréhension ou de volonté, ou en tout cas de résistance à un abus d'autorité ou de pouvoir – y compris de nature spirituelle –, un abus de confiance ou un abus physique.

Tous ceux qui, dans le sanctuaire, ont une responsabilité pastorale, doivent avoir la prudence nécessaire dans leur langage, dans les contacts physiques, dans leur regard et, plus largement, dans leur comportement envers ces personnes.

Il est demandé à tous ceux qui œuvrent dans le cadre du Sanctuaire et de l'Hospitalité Notre-Dame de Lourdes de favoriser partout les mesures aidant à la bienveillance des mineurs et des personnes vulnérables.

Les cultures étant différentes, voici ce qui est requis de tous ceux qui exercent un service au Sanctuaire et à l'Hospitalité Notre-Dame de Lourdes :

Comportement :

- Montrer une égale bienveillance envers chacun.
- Respecter une attitude juste et ne pas rechercher de signes d'affection.
- Se garder de toute amitié qui ne serait pas chaste avec des enfants, des adolescents ou des personnes vulnérables.

- Ne pas se trouver seul avec un mineur ou une personne vulnérable dans une pièce avec la porte fermée ou opaque. Si les soins à la personne le nécessitent, il est nécessaire d'en référer à la personne responsable.
- Dans l'enceinte du Sanctuaire il est strictement interdit de posséder de l'alcool ou une substance illicite, encore plus d'en consommer ou d'en faire consommer.
- Respecter les règles du sanctuaire et de l'Hospitalité en utilisant le réseau internet ou wifi du Sanctuaire. Le téléchargement, depuis internet, de fichiers n'ayant aucun rapport avec le service accompli est interdit.

Langage :

- Utiliser un langage respectueux des personnes tant dans le ton, les mots, que dans son expression, sans aucune discrimination tenant notamment à l'origine sociale, l'apparence physique, la religion, l'origine ethnique ou l'orientation sexuelle.

Contact physique :

- Le Sanctuaire de Lourdes est un lieu où les personnes handicapées ou malades sont bien souvent à la recherche de marques d'affection et d'humanité. Il ne serait pas charitable de les repousser.
- On veillera, cependant, à ne pas solliciter de tels gestes et à y répondre avec délicatesse en respectant totalement la liberté du mineur et de la personne vulnérable.
- On sera particulièrement vigilant lorsque ces contacts ont lieu lors de la réalisation de soins ou dans l'exécution de services à l'intérieur ou à l'extérieur des piscines, à la gare ou à l'aéroport, ou encore dans les Accueils. Le plus grand respect pour la dignité de la personne est la règle à toujours respecter.
- Certaines personnes du fait de leur handicap ne possèdent pas les capacités nécessaires pour juger le caractère des gestes posés. C'est

à l'encadrement d'avoir de ce fait une vigilance toute particulière. Lorsqu'une personne privée d'une partie ou de la totalité de sa compréhension commet un geste répréhensible au sens où cette charte l'entend, il est important de faire remonter l'information auprès du délégué du sanctuaire ou du recteur, de se préoccuper de la victime et d'en parler avec l'auteur. Si nécessaire, il y a lieu d'en informer les autorités judiciaires, car le signalement concerne les faits et non l'auteur, et vise à protéger les victimes.



LA LOI FRANÇAISE

Compte tenu de l'internationalité du lieu, il est important de rappeler que dans le Sanctuaire de Lourdes s'applique la loi française.

La Charte établie dans l'intérêt de la protection des personnes vulnérables n'a pas vocation à se substituer au droit commun. Elle précise comment, dans la mission de l'Eglise, ce droit peut intervenir dans l'intérêt des personnes les plus fragiles.

Rappelons, sans caractère exhaustif, les principales mesures de droit français qui protègent les citoyens et, en particulier, les personnes les plus vulnérables.

1. LES VIOLENCES PHYSIQUES

Les violences physiques constituent l'ensemble des faits résultant de l'utilisation de la force ou de la contrainte physique à l'encontre d'une personne vulnérable. Cela peut concerner toute atteinte à l'intégrité physique des personnes, des faits de maltraitance, de coups et blessures, de torture, d'entrave ou de menace, avec ou sans usage d'une arme et ayant ou non entraîné une incapacité de travail.

ELLES SONT PUNIES PAR LES ARTICLES 222-7 ET SUIVANTS DU CODE PÉNAL.

2. LES ABUS SEXUELS

Les abus sexuels comprennent l'ensemble des gestes et attitudes à caractère sexuel, pouvant être exercées à l'encontre d'un mineur de 18 ans ou d'une personne vulnérable.

L'abus sexuel sera qualifié d'atteinte sexuelle s'il est exercé sans violence, contrainte, ni menace, ni surprise. Si l'atteinte sexuelle est commise avec violence, contrainte, menace ou surprise, l'abus sera qualifié d'agression sexuelle. Si cette agression comporte un acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, il s'agira d'un viol.

CES ABUS SONT PUNIS PAR LES ARTICLES 222-22 ET SUIVANTS DU CODE PÉNAL.

3. LES VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES

Les violences psychologiques, morales ou mentales, constituent l'ensemble des faits de violence ou d'abus envers une personne vulnérable sans qu'une violence physique ne soit mise en œuvre directement. Elles se caractérisent par le comportement moralement agressif ou violent vis-à-vis d'autrui, notamment par des insultes, injures, manipulations, chantage ou harcèlement. Ces violences peuvent être effectuées également dans le domaine spirituel.

CES ABUS SONT PUNIS PAR L'ARTICLE 222-13-1 DU CODE PÉNAL.

4. LES ATTEINTES AUX BIENS

Les atteintes aux biens d'une personne visent pour l'essentiel les infractions portant sur la propriété des personnes par une appropriation frauduleuse. Ces abus peuvent notamment relever d'un abus de faiblesse des personnes vulnérables, de manœuvres frauduleuses ou des tromperies.

LES PEINES APPLICABLES SONT PRÉVUES AUX ARTICLES 223-15-2 DU CODE PÉNAL, 313-1 DU CODE PÉNAL OU 312-1 DU CODE PÉNAL.

5. LA DISCRIMINATION

Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de leur vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée.

CES ABUS SONT PUNIS PAR L'ARTICLE 225-1 DU CODE PÉNAL.

Il est important de noter que l'adulte ne peut se prévaloir du consentement de la victime pour s'exonérer de sa responsabilité pénale, et ce pour toute infraction pénale, délit ou crime.

SIGNALEMENT D'ABUS

Toute personne au courant d'un délit ou d'un crime à caractère sexuel sur mineur ou sur une personne vulnérable en avertira le recteur ou le délégué épiscopal pour la protection des mineurs qui se chargera de vérifier que le signalement prévu par la loi auprès du procureur de la République a bien été fait.

Ne pas signaler une personne vulnérable en danger constitue un délit au sens de l'article 434-3 du Code pénal, à savoir :

« le fait, pour quiconque ayant connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'agressions ou atteintes sexuelles infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique ou d'un état de grossesse, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives ou de continuer à ne pas informer ces autorités tant que ces infractions n'ont pas cessé est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Lorsque le défaut d'information concerne une infraction mentionnée au premier alinéa commise sur un mineur de quinze ans, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende. Sauf lorsque la loi en dispose autrement, sont exceptées des dispositions qui précèdent les personnes astreintes au secret dans les conditions prévues dans l'article 226-13 ».

La dénonciation calomnieuse est punie par les articles 226-10 à 226-12 du Code pénal.

Tout comportement suspect et tout abus envers une personne mineure ou vulnérable doivent être signalés également aux autorités du Sanctuaire et du diocèse en contactant :

- **Le Recteur : Mgr Olivier RIBADEAU DUMAS,**
au +33 (0)5 62 42 79 00
et par mail : rectorat@lourdes-france.com

- **Le P. Giuseppe SERIGHELLI, délégué épiscopal à la protection des mineurs et des personnes vulnérables,**
au +33 (0)7 57 41 18 63
et par mail : deleguepreventionabus@catholique65.fr

Face à un signalement de comportement suspect ou d'abus, le délégué épiscopal doit agir sans tarder.

En particulier :

- Il désigne deux membres de la cellule diocésaine d'écoute, chargés d'accueillir et d'écouter la personne qui se présente.
- Il doit appliquer les normes approuvées par la Conférence des Evêques de France parues dans le Bulletin officiel n°60ter de la CEF du 9 octobre 2018.
- Si la mise en cause concerne un membre censé être le garant du respect de ces règles, il sera toujours possible de faire appel à l'évêque en charge du sanctuaire ou à l'archevêque métropolitain de Toulouse.

LES PRÊTRES

« Les prêtres qui accomplissent un ministère dans les sanctuaires doivent avoir le cœur imprégné de miséricorde ; leur attitude doit être celle d'un père (...) Le mot-clé que je désire souligner aujourd'hui avec vous est accueil : accueillir les pèlerins. Avec l'accueil, pour ainsi dire, « nous mettons tout en jeu ». Un accueil affectueux, festif, cordial et patient ».

(Pape François, discours aux opérateurs de pèlerinage et recteurs de sanctuaires, le 21 janvier 2016).

Quelques points de vigilance vous aideront, frères prêtres, à mieux vivre votre ministère à Lourdes. Ils viennent compléter les règles générales pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables.

- Soyez attentifs à votre langage. Les curiosités inutiles et étrangères au soin pastoral sont à proscrire.
- Il n'est pas admis d'accueillir des personnes mineures ou vulnérables dans les locaux réservés aux prêtres et dans des lieux privés (en particulier les chambres).
- Pour célébrer le sacrement de réconciliation, « il est important de faire mémoire du pardon de Dieu, de se rappeler sa tendresse, de savourer de nouveau la paix et la liberté dont nous avons fait l'expérience. Parce que c'est le cœur de la confession : non pas les péchés que nous disons, mais l'amour divin que nous recevons et dont nous avons toujours besoin » (Pape François, *Célébration pénitentielle*, 29 mars 2019).

Dans ce cadre le confesseur habilité veillera à :

- Toujours utiliser les confessionnaux ou des lieux visibles des autres, suivant des modalités qui préservent la discrétion nécessaire.
- Ne pas poser des questions indécates touchant à l'intimité de la personne.
- Conseiller en conscience sans culpabiliser ou manipuler.
- Ne pas rester enfermé avec le pénitent un temps disproportionné.

- Le prêtre qui reçoit l'information qu'une personne a été abusée dans le passé ou à l'heure actuelle doit :
 - si c'est dans le cadre du dialogue inter personnel : veiller à ce que la personne reçoive l'aide nécessaire et avertir le délégué épiscopal ou le recteur du sanctuaire. Conformément aux directives de la CEF, les autorités judiciaires doivent être prévenues.
 - si c'est dans le cadre de la confession, le secret s'applique pleinement. Demeure la nécessité d'apporter l'aide nécessaire à la personne victime en invitant notamment les enfants à appeler le 119, les adultes le 3949.
 - Il est toujours possible d'indiquer à une personne attirée par des enfants le numéro mis en place par la Fédération Française des centres de Ressources pour les Intervenants auprès d'Auteurs de Violences Sexuelles (FFCRIAVS) : 0 806 231 063

LES HOSPITALIERS

Depuis 1885, les hospitaliers et les hospitalières s'emploient à accueillir les pèlerins à Lourdes et spécialement les pèlerins malades, handicapés ou isolés, et faciliter leur pèlerinage. C'est pour cela qu'ils ont été fondés ainsi que pour transmettre le message de Lourdes et aider lors des grandes célébrations du Sanctuaire (art. 2 des statuts de l'HNDL).

L'attention et le respect des personnes sont donc au cœur de leur mission. Cette mission d'accueil des pèlerins est particulièrement sensible aux piscines, qui sont un lieu éminent de prière, de paix et de guérison dans le Sanctuaire. Les piscines doivent être un lieu où l'attention à l'autre et la délicatesse sont encore plus marquées qu'ailleurs parce que les gens y viennent, en signe de dévotion, avec tous leurs espoirs, leurs attentes, leurs fragilités et leurs vulnérabilités.

Ainsi donc, outre les normes générales qui sont instituées pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables, les hospitaliers et les hospitalières devront :

- Suivre une formation spécifique sur le respect et la bienveillance des personnes accompagnant des mineurs et des personnes vulnérables, qui sera proposée dans le cadre de la formation HNDL.
- Assurer la sécurité et veiller au respect et à la pudeur de tout pèlerin dans sa démarche de foi aux Piscines.
- S'interdire tout geste ou comportement indigne envers des mineurs et des personnes vulnérables.
- Signer la feuille de présence des piscines pour exprimer leur engagement pour la protection et le respect de la personne à tous les bénévoles avec cette formule : *« Je m'engage à accompagner spirituellement et moralement, à assurer la sécurité et à respecter, avec pudeur, la personne de tout pèlerin dans sa démarche de foi aux Piscines. Je m'engage à avoir un comportement ajusté envers les mineurs et les personnes vulnérables. »*
- Baigner les mineurs dans le lieu et avec les seules personnes qui auront été désignées à cet effet par le/la responsable des piscines.
- Reconnaître avoir pris connaissance de cette charte et y adhérer.

LES JEUNES

*« Accompagner les jeunes, c'est les accueillir, les motiver, les encourager et les stimuler. Cela implique que l'on regarde les jeunes avec compréhension, valorisation et affection, et qu'on ne les juge pas en permanence ni qu'on exige d'eux une perfection qui ne correspond pas à leur âge. Ainsi, les accompagnateurs ne devraient pas conduire les jeunes comme s'ils étaient des sujets passifs mais marcher avec eux en leur permettant d'être acteurs de leur cheminement. Ils devraient respecter la liberté des jeunes qu'ils rencontrent sur leurs chemins de discernement et les équiper pour discerner en leur donnant les outils utiles pour avancer. » (Pape François, Exhortation post-synodale *Christus Vivit* aux jeunes §243 et 246, 25 mars 2019).*

A la manière du Christ, premier éducateur, les responsables de jeunes s'engagent à respecter la liberté et la dignité de ceux qui leur sont confiés. Ainsi, nous demandons aux responsables d'être particulièrement attentifs à :

- Adopter une attitude positive et respectueuse de l'intimité des jeunes en toute circonstance.
- Adopter une relation ajustée avec les jeunes.
- Observer une juste distance physique en évitant les contacts non appropriés et pouvant être mal interprétés.
- Garantir une juste distance psychologique en veillant à ne pas exercer d'emprise sur un jeune.
- Avoir un comportement ajusté en évitant tout chantage ou pression affective.
- Repérer toute situation délicate ou ambiguë pouvant mettre des jeunes en danger, (des jeunes entre eux, ou entre adultes et jeunes) et en informer au plus vite le responsable. La diffusion d'images à caractère érotique ou pornographique est totalement interdite.
- Travailler en équipe pour chercher à améliorer la manière de faire et d'être et développer un regard critique sur sa pratique personnelle et celle des autres.

Sur des points plus précis :

- Communication : l'adulte veillera à se situer comme adulte dans son vocabulaire, dans son langage écrit (SMS, réseaux sociaux) ou oral. Il veillera à ne pas communiquer à des horaires non raisonnables ou sur des sujets personnels et intimes.
- Lieux : ne pas se trouver dans un espace clos, sans visibilité, avec un jeune, tel que voiture, tente, toilettes, chambre, lieu d'accompagnement ou de confession fermés...
- Nuitées : un adulte ne dormira pas seul avec des jeunes. Le bon déroulement des nuitées exige la présence de plusieurs adultes.

PARAGRAPHES SPÉCIFIQUES AU VILLAGE DES JEUNES

Toutes les règles énoncées précédemment au sujet du Sanctuaire de Lourdes sont valables pour le Village des Jeunes, qui en fait intégralement partie. À celles-ci s'ajoutent quelques remarques plus spécifiques.

Vigilance et bienveillance :

- Les comportements anormaux d'un enfant, potentiellement révélateurs de mal-être, méritent l'attention et la vigilance des accompagnateurs.
- Les adultes doivent prévenir, noter et signaler toute tentative de discrimination, harcèlement, racket... entre mineurs. Les adultes doivent surveiller l'isolement ou la mise à l'écart de certains mineurs par leurs condisciples : ces situations peuvent être révélatrices de difficultés plus graves.
- Les adultes sont invités à montrer aux jeunes l'exemple d'une tenue vestimentaire décente.
- Si un jeune est amené à l'infirmerie, on enverra ponctuellement auprès de lui un adulte de même sexe prendre de ses nouvelles ou lui tenir compagnie, autant que possible accompagné d'autres jeunes ou adultes.
- L'exercice de l'autorité en faveur d'un groupe de jeunes repose d'abord sur une attention profondément bienveillante. Lorsque des mesures de sanctions sont à prendre, il convient qu'elles soient temporaires et justement proportionnées. Ces dernières doivent respecter l'intégrité physique et morale des mineurs, leur dignité et leur intimité. Elles ne doivent jamais consister dans des punitions corporelles et l'on doit absolument éviter qu'elles puissent être vécues comme des humiliations.

Sanitaires :

- Les animateurs encadrants doivent veiller à ce que les allées et venues aux douches et sanitaires n'autorisent pas de tenue indécente ; ils veillent aussi à la non-mixité sur ces lieux et sur leur trajet.
- Quel que soit son âge, le mineur doit être en mesure de prendre seul sa douche. Un adulte n'ouvre jamais la porte de la douche d'un mineur, sauf en cas d'urgence avérée et en présence d'une tierce personne. S'il est nécessaire de procéder à la toilette d'un mineur ou d'une personne vulnérable (handicapé, blessé par exemple), l'adulte est choisi en accord avec le jeune concerné et se fait accompagner d'une autre personne choisie également en concertation avec le jeune concerné.
- Lorsqu'ils ont accès aux mêmes sanitaires que les mineurs, les adultes qui accompagnent des jeunes s'engagent à prendre leur douche à d'autres horaires que les jeunes.

Chambres et dortoirs :

- Les animateurs qui veillent au repos, à l'entente et à la sécurité des jeunes dorment dans des espaces distincts de celui des mineurs. Cependant la disposition des lieux doit permettre la surveillance des mineurs en toute circonstance. Les jeunes doivent pouvoir compter sur la disponibilité de leurs accompagnateurs à toute heure de la nuit en cas de besoin.
- Les chambrées doivent être organisées par tranches d'âge homogènes.
- On veillera à séparer intelligemment les dortoirs réservés aux filles de ceux réservés aux garçons (étage ou bâtiment séparé) ; cette non-mixité des lieux de couchage est aussi demandé pour les zones de campements : les tentes ne sont pas mixtes.
- Afin de garantir l'intimité du mineur et de respecter l'espace de chacun, il est demandé de ne pas déplacer les lits dans les dortoirs ou dans les chambres des jeunes. L'adulte veillera à ne rentrer dans les dortoirs ou chambres qu'en cas de nécessité absolue (gardant toujours la porte ouverte). De façon habituelle il se tiendra sur le pas de la porte.
- Les chambres des adultes ne sont en aucun cas un lieu de passage ou de réunion pour les mineurs. Il n'est permis sous aucun prétexte qu'un mineur y entre ou y soit reçu.

ENGAGEMENT DES PRÊTRES

Je soussigné, (prénom)

(nom)

(diocèse ou congrégation)

déclare avoir pris connaissance de la charte et de l'engagement du Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables. Je l'approuve et je m'engage à la suivre fidèlement.

- Je suis informé et consens à ce que mes données personnelles fassent l'objet d'un traitement par le Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes conformément à la réglementation applicable à la protection des données personnelles. Je suis informé que je dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition s'agissant de mes données personnelles mais également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de données personnelles.*

Date

Signature

ENGAGEMENT DES RESPONSABLES DE JEUNES

Je soussigné, (prénom)

(nom)

Responsable du groupe

déclare avoir pris connaissance de la charte et de l'engagement du Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables. Je l'approuve et je m'engage à la suivre fidèlement et à la faire respecter.

- Je suis informé(e) et consens à ce que mes données personnelles fassent l'objet d'un traitement par le Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes conformément à la réglementation applicable à la protection des données personnelles. Je suis informé(e) que je dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition s'agissant de mes données personnelles mais également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de données personnelles.

Date

Signature

ENGAGEMENT DES BÉNÉVOLES

Je soussigné, (prénom).....
(nom)

déclare avoir pris connaissance de la charte et de l'engagement du Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables. Je l'approuve et je m'engage à la suivre fidèlement et à la faire respecter.

- Je suis informé(e) et consens à ce que mes données personnelles fassent l'objet d'un traitement par le Sanctuaire Notre-Dame de Lourdes conformément à la réglementation applicable à la protection des données personnelles. Je suis informé(e) que je dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition s'agissant de mes données personnelles mais également du droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité compétente en matière de données personnelles.

Date

Signature

Mgr Antoine Héroard
Apostolic delegate for the Sanctuary of Lourdes

So that the pilgrims can be part of an authentic human and spiritual experience in the Marian sanctuary of Lourdes,


So that this experience is protected against any form of abuse or violence against minors and vulnerable people,

Since aggression and sexual abuse of minors and vulnerable people is an intolerable and unacceptable act, and when committed by clergy or laity engaged in the Church, it has a destructive impact on the church community and civil society,

I decree

- Art. 1. That the present standards apply to all persons working in the Sanctuary of Lourdes (priests, religious, hospitality, lay people both employees and volunteers), whether they are permanent residents or here temporarily during their pilgrimage.
- Art. 2. A listening and discernment unit has been set up headed by the episcopal delegate responsible for intervening in the event of inappropriate behaviour.
- Art. 3. The code of conduct annexed to this decree is authoritative for the protection of minors and vulnerable persons, in order to prevent any abuse and so that quick and efficient action can be taken in assessing situations of moral misconduct.
- Art. 4. Anyone wishing to serve in the Sanctuary must submit to the checks set out in this code of conduct.
- Art. 5. In accordance with the provisions of this code of conduct, any person having knowledge of abuse of a minor or a vulnerable person must, while respecting the rules of French law, report the facts to the episcopal delegate or to the Rector of the Sanctuary or to the bishop without prejudice to the requirements of *Motu Proprio Vos estis lux mundi* art. 3 and 4 as well as the general norms of law.
- Art. 6. These standards are established without prejudice to French law, in particular any potential obligation to report to the appropriate civil authorities.
- Art. 7. The Episcopal Delegate is responsible for the application of these standards.
- Art. 8. These standards are approved *ad experimentum* for one year and take effect from this day.

Executed at Lourdes on february 11.2020


 + Mgr. Antoine Héroard

GENERAL RULES

The Sanctuary of Lourdes wishes to offer each pilgrim and visitor a human and spiritual setting that promotes friendship and respect for people. The Sanctuary seeks to embody the Gospel message “whatever you did for one of the least of these brothers and sisters of mine, you did for me.” (cf. Matt. 25:40). Responsibility for the welfare of each person is our driving force.

A vulnerable person is a person who, by reason of age (child, under-eighteens, elderly people), handicap or other circumstances, temporary or permanent, is in a position of infirmity, physical or mental impairment, or deprivation of personal liberty which limits, even occasionally, their capacity to understand or make choices, or stand up to abuse by someone in authority or power, - including spiritual - a breach of trust or physical abuse.

All those in the sanctuary who have a pastoral responsibility, are asked to take all necessary precautions in terms of their language, physical contact, expression and in their general behaviour towards these people.

All those who work within the Sanctuary and the Hospitality of Our Lady of Lourdes are asked to foster all possible efforts to promote the welfare of minors and vulnerable people.

Since all cultures are different, this what is required of those who serve at the Sanctuary of Our Lady of Lourdes:

Behaviour:

- Show equal kindness towards everyone.
- Show fair and equable treatment and do not look for signs of affection.
- Beware overly personal friendships with children, adolescents or vulnerable people.
- Do not be alone with a minor or vulnerable person in a room with the door closed or where the view to the inside is obscured. If this is required for the provision of personal care, the matter must be raised with the person in charge.

- Within the Sanctuary grounds, it is strictly forbidden to possess alcohol or an illegal substance, let alone consume or encourage others to consume it.
- By using the Sanctuary Internet or wifi network, you agree to respect the rules of the Sanctuary: the downloading of internet files unrelated to your duties is forbidden.

Language:

- Use language that respects people in terms of tone, words and expression, without discriminating in particular against social background, physical appearance, religion, ethnic origin or sexual orientation.

Physical contact:

- The Sanctuary of Lourdes is a place where people with disabilities or the sick are often looking for signs of affection and humanity. It would not be a kindness to reject them.
- However, care should be taken not to solicit such gestures and to respond to them with sensitivity while fully respecting the freedom of the minor or vulnerable person.
- We need to be particularly careful if physical contact occurs naturally during the necessary performance of care tasks or in the execution of duties inside or outside the Baths, at the station or at the airport, or even in the Accueils. The dignity of the person should always be respected.
- Some people, due to their disability, do not have the necessary skills to judge the nature of gestures that are made. It is up to those supervising to be particularly vigilant as a result. When a person deprived of part or all of their comprehension acts in an unacceptable manner, as understood by this code of conduct, it is important to send the

information to the episcopal delegate or the rector, to focus their attention on the victim and to discuss the matter with the perpetrator. If necessary, the judicial authorities should be informed because the alert pertains to the facts and not the author and aims to protect the victims.



FRENCH LAW

Given the international dimension of the Sanctuary of Lourdes, it is important to remember that French law applies in the Sanctuary.

The Code has been established in the interests of protecting of vulnerable persons and is not intended to replace ordinary law. It specifies how, in the mission of the Church, this law can intervene in the interests of the most vulnerable people.

The main rules of French law which protect citizens and, in particular, the most vulnerable people are set out here although the list is by no means exhaustive.

1. PHYSICAL VIOLENCE

Physical violence is all bodily harm suffered as a result of the use of force or physical restraint against a vulnerable person. This may include any violation of the physical safety of persons, acts of mistreatment, assault, injury, torture, obstruction or threat, with or without the use of a weapon and whether or not this results in an incapacity to work.

THESE ARE PUNISHABLE UNDER ARTICLES 222-7 ET SEQ. OF THE PENAL CODE.

2. SEXUAL ABUSE

Sexual abuse includes all acts and behaviours of a sexual nature that may be committed against an under-eighteen-year-old or a vulnerable person. Sexual abuse will be classified as sexual abuse if it is carried out without violence, coercion, threat, or surprise. If the sexual abuse is committed with violence, coercion, threat or surprise, the abuse will be classified as sexual assault. If this assault involves an act of sexual penetration of any kind, it will be considered rape.

THESE ABUSES ARE PUNISHED BY ARTICLES 222-22 ET SEQ. OF THE PENAL CODE.

3. PSYCHOLOGICAL VIOLENCE

Psychological, moral or mental violence is all violence or abuse against a vulnerable person without physical violence being directly implemented. It is characterised by morally aggressive or violent behaviour towards others, in particular through insults, slurs, manipulation, blackmail or harassment. This violence can also be carried out in the spiritual domain.

THESE ABUSES ARE PUNISHED BY ARTICLE 222-13-1 OF THE PENAL CODE..

4. ATTACKS ON PROPERTY

Attacks on a person's property are essentially offences involving misappropriation of someone's property. These abuses may include taking advantage of a vulnerable person's weakness, fraud or deception.

THE APPLICABLE PENALTIES ARE PROVIDED FOR IN ARTICLES 223-15-2 OF THE CRIMINAL CODE, 313-1 OF THE PENAL CODE OR 312-1 OF THE PENAL CODE.

5. DISCRIMINATION

Discrimination includes any distinction made between real persons on the basis of their race, sex, marital status, pregnancy, physical appearance, specific vulnerability resulting from their economic situation, these circumstances being known to the author of aggression or being apparent, their surname, their place of residence, their state of health, their loss of autonomy, their disability, their genetic characteristics, their morals, their sexual orientation, their gender identity, their age, their political opinions, their trade union activities, their ability to express themselves in a language other than French, their membership or non-membership, actual or assumed, of an ethnic group, a Nation, a race or religion.

THESE ABUSES ARE PUNISHED BY ARTICLE 225-1 OF THE PENAL CODE.

It is important to note that the adult cannot claim the consent of the victim to exempt themselves from criminal liability or for any criminal offence or misdemeanour.

REPORTING ABUSE

Any person aware of an offence or a crime of a sexual nature against a minor or a vulnerable person must inform the rector or the episcopal delegate for the protection of minors, who will be responsible for verifying that the statutory report to the public prosecutor has been completed.

Failure to report a vulnerable person in danger constitutes an offence under article 434-3 of the Penal Code, namely:

"for anyone who is aware of deprivation, ill-treatment or assault or sexual abuse of a minor or a person who is unable to protect himself or herself because of age, illness, infirmity, physical or mental disability or condition pregnancy, the act of not informing the judicial or administrative authorities or to continue not to inform these authorities as long as these offences continue is punishable by three years' imprisonment and a fine of 45,000 euros. When the lack of information relates to an offence mentioned in the first paragraph committed on a minor under fifteen years of age, the penalties are increased to five years of imprisonment and a fine of 75 000 euros. Except where the law states otherwise, persons bound to secrecy are exempt from the aforementioned provisions under article 226-13".

Slandorous denunciation is punished by articles 226-10 to 226-12 of the Penal Code.

All suspicious behaviour and abuse of a minor or vulnerable person should also be reported to the Sanctuary or diocesan authorities by contacting:

- **The Rector: Mgr. Olivier RIBADEAU DUMAS,**
at +33 (0) 5 62 42 79 00
and by email: rectorat@lourdes-france.com

- **Fr. Giuseppe SERIGHELLI, episcopal delegate for the protection of minors and vulnerable people,**
at +33 (0) 7 57 41 18 63
and by email: deleguepreventionabus@catholique65.fr

Faced with a report of suspicious behaviour or abuse, the episcopal delegate must act without delay.

In particular:

- He appoints two members of the diocesan listening unit, responsible for welcoming and listening to the complainant.
- He must apply the standards approved by the Conference of Bishops of France published in the CEF Official Bulletin No. 60ter of 9th October 2018.
- If the implication concerns a member supposed to be accountable for ensuring that these rules are respected, it is always possible to appeal to the bishop in charge of the sanctuary or to the metropolitan archbishop of Toulouse.

PRIESTS

"Priests who minister in the sanctuaries must have a heart filled with mercy; their attitude must be that of a father (...) The key word that I want to emphasise today with you is welcome: welcome the pilgrims. With the welcome, so to speak, "we put everything in play". A loving, joyful, affectionate and patient welcome".

(Pope Francis, Speech to Pilgrimage Operators and Rectors of Sanctuaries, 21st January 2016).

A few points of vigilance will help you, brother priests, to better carry out your ministry in Lourdes. They complement the general rules established for the protection of minors and vulnerable persons.

- Pay attention to your language. An interest that is either unnecessary or unconnected to pastoral care is forbidden.
- It is forbidden to admit any minor or vulnerable person into premises that are either reserved for priests or private (especially bedrooms).
- To celebrate the sacrament of reconciliation, "it is important to remember God's forgiveness, to remember his tenderness, to enjoy again the peace and freedom we have experienced. Because this is the heart of the confession: not the sins we say, but the divine love we receive and which we always need" (Pope Francis, Penitential Celebration, 29th March 2019).

In this context the confessor will ensure that they:

- always use confessionals or places visible to others, in ways that preserve the necessary discretion.
- do not make thoughtless enquiries regarding the privacy of the person.
- advise honestly without guilt or manipulation.
- do not stay enclosed with the penitent for a disproportionate time.

- Any priest who receives information that a person is being or has in the past been abused must:
 - if it is in the context of an interpersonal dialogue: ensure that the person receives the necessary help and notify the diocesan delegate or the rector of the sanctuary. In accordance with CEF directives, the judicial authorities must be notified.
 - if it is in the context of the confessional, secrecy fully applies. It is still a requirement to provide the necessary assistance to the victim, in particular by inviting children to call 119, and adults 3949.
 - It is always an option to point a person attracted by children to the number set up by the French Federation of Resource Centres for Interveners with Perpetrators of Sexual Violence (FFCRIAVS): 0 806 231 063

THE HOSPITALITY

Since 1885, members of the hospitality have been working to welcome pilgrims in Lourdes, especially sick, disabled or isolated pilgrims, and to facilitate their pilgrimage. That is why they were founded as well as to transmit the message of Lourdes and help during the great celebrations of the Sanctuary (article 2 of the statutes of the HNDL).

Care and respect of people are therefore at the heart of their mission. This mission of welcoming pilgrims is particularly sensitive at the Baths, which are a prominent place of prayer, peace and healing in the Sanctuary. The Baths must be a place where attention and gentleness are even more marked than elsewhere because people come in, as a sign of devotion, with all their hopes, expectations, weaknesses and vulnerabilities.

Thus, in addition to the general standards that have been instituted for the protection of minors and vulnerable persons, members of the hospitality must:

- follow a specific training course on support for minors and vulnerable people, which will be offered as part of the HNDL training.
- ensure the safety of and respect, with modesty, all pilgrims in their journey of faith in the Baths.
- refrain from any action or inappropriate behaviour towards minors and vulnerable persons.
- sign the Baths attendance sheet to express their commitment to the protection and respect of the individual for all volunteers with the following statement: "I agree to support spiritually and morally, to ensure the safety of and to respect, with modesty, all pilgrims in their journey of faith in the Baths. I agree to behave appropriately towards minors and vulnerable people."
- bathe minors in the place, and only with the people, designated for this purpose by the person in charge of the Baths
- Acknowledge having read and adhere to this charter.

YOUNG PEOPLE

"The accompaniment of young people means accepting, motivating, encouraging and challenging them. This implies that we should regard young people with understanding, appreciation and affection, and avoid constantly judging them or demanding of them a perfection beyond their years. Mentors should not lead young people as passive followers, but walk alongside them, allowing them to be active participants in the journey. They should respect the freedom that comes with a young person's process of discernment and equip them with tools to do so well."

(Pope Francis, Post-Synodal Exhortation *Christus Vivit* to Young People §243 and 246, 25th March 2019).

In the manner of Christ, the first educator, youth leaders are committed to respecting the freedom and dignity of those entrusted to them. Thus, we ask those responsible to pay particular attention to:

- adopting a positive and respectful attitude towards the privacy of young people in all circumstances.
- maintaining appropriate relational distances with young people and taking care not to create awkward or ambiguous situations.
- maintaining an appropriate physical distance by avoiding inappropriate contacts that might be misinterpreted.
- maintaining an appropriate psychological distance and avoiding having any kind of psychological or spiritual power over a young person.
- maintaining an appropriate emotional distance avoiding any blackmail or emotional pressure.
- identifying any awkward or ambiguous situation that may put young people at risk, (between young people themselves, or between adults and young people) and informing the manager as soon as possible. The dissemination of erotic or pornographic images is totally prohibited.
- working as a team to improve ways of doing and being and developing a critical look at one's own practice as well as that of others.

More specifically:

- Communication: adults should take care to present themselves as adults in their vocabulary, and their written (SMS, social networks) or oral language. They should take care not to communicate at unreasonable hours or on personal and intimate subjects.
- Places: never be in an enclosed space, where you cannot be easily seen, with a young person, such as a car, tent, room, support space or closed confessional ...
- Nights: a single adult should never sleep in the same room as young people. The smooth running of overnight stays may require the presence of adults, but there should always be more than one present.

PARAGRAPHS SPECIFIC TO THE YOUTH VILLAGE

All the rules stated above concerning the Sanctuary of Lourdes apply equally to the Youth Village, which is an integral part of it. There are some additional specific points.

Vigilance and care:

- A display of abnormal behaviour in a child could potentially be a sign of distress. It, therefore, demands the attention and vigilance of the caregivers.
- Adults must prevent, note and report any attempt at discrimination, harassment, extortion... between minors. Adults should watch out for the isolation or exclusion of certain minors by their classmates: these situations can reveal concerns that are more serious.
- Adults are encouraged to set an example of appropriate dress for young people.
- If a young person is brought to the infirmary, an adult of the same sex should be sent from time to time to check up on him or her or keep him or her company, accompanied where possible by other young people or adults.
- The exercise of authority over a group of young people should be based firstly on genuinely sympathetic supervision. Where sanctions are required, they should be temporary and justly proportionate. They must respect the physical and moral integrity of minors, their dignity and their privacy. They must never include corporal punishment and must never be experienced as a humiliation.

Health:

- Duty adults must ensure that when going to and from the showers and toilets, young people are appropriately dressed; they should also make sure there is no gender mixing in these places or on route to and from them.
- Regardless of their age, minors must be able to shower alone. An adult should never open a minor's shower door except in a proven emergency and in the presence of a third person. If it is necessary to wash a minor or a vulnerable person (if they are disabled or injured, for example), the adult should be nominated in consultation with the young person concerned and is accompanied by another person also nominated in consultation with the young person.
- Adults accompanying young people must not change or shower at the same time as young people using the same facilities.

Rooms and dorms:

- Duty adults who are supervising the rest, safety and well-being of the young people during the night must sleep in areas that are separate from those occupied by minors. However, the layout of the premises must allow the supervision of minors in all circumstances. Young people must be able to depend on their accompanying adults being available at any time of night if required.
- The room allocation must be organised by age group.
- Care must be taken to separate sensibly the dormitories reserved for girls from those reserved for boys (separate floors or building); this non-mixing in sleeping quarters is also applicable in the camping areas: tents should not be mixed.
- In order to guarantee the privacy of the minor and to respect everyone's personal space, the beds in the dormitories or in the young people's rooms should not be moved. Adults should ensure that they do not enter dormitories or rooms except in cases of absolute necessity (always keeping the door open). Ordinarily, adults will remain in the doorway.
- Minors should never stop off at or meet in adult bedrooms. Under no circumstances should a minor enter or be invited into adult bedrooms.

COMMITMENT FOR PRIESTS

I, the undersigned, (first name)
(last name)
(diocese or congregation)

declare that I have read the code of conduct and the commitment of the Sanctuary Our Lady of Lourdes for the protection of minor and vulnerable people. I endorse it and I pledge to follow it faithfully.

- I have been informed and agree that my personal data will be processed by the Sanctuary of Our Lady of Lourdes in accordance with the regulations applicable to the protection of personal data. I am aware that I have the right of access, the right to rectification, the right to erasure, the right to restrict processing, the right to data portability, the right to object regarding my personal data but also the right to lodge a complaint with the appropriate authority as regards personal data.*

Date

Signature

COMMITMENT OF YOUTH LEADERS

I, the undersigned, (first name)

(last name)

Group leader

declare that I have read the code of conduct and the commitment of the Sanctuary Our Lady of Lourdes for the protection of minor and vulnerable people. I endorse it and I pledge to follow it faithfully.

- I have been informed and agree that my personal data will be processed by the Sanctuary of Our Lady of Lourdes in accordance with the regulations applicable to the protection of personal data. I am aware that I have the right of access, the right to rectification, the right to erasure, the right to restrict processing, the right to data portability, the right to object regarding my personal data but also the right to lodge a complaint with the appropriate authority as regards personal data.*

Date

Signature

COMMITMENT OF VOLUNTEERS

I, the undersigned, (first name)
(last name)

declare that I have read the code of conduct and the commitment of the Sanctuary Our Lady of Lourdes for the protection of minor and vulnerable people. I endorse it and I pledge to follow it faithfully.

- I have been informed and agree that my personal data will be processed by the Sanctuary of Our Lady of Lourdes in accordance with the regulations applicable to the protection of personal data. I am aware that I have the right of access, the right to rectification, the right to erasure, the right to restrict processing, the right to data portability, the right to object regarding my personal data but also the right to lodge a complaint with the appropriate authority as regards personal data.*

Date

Signature

Mons. Antoine Hérouard
Delegado ad nutum para el Santuario de Lourdes

Para que los peregrinos puedan vivir una auténtica experiencia humana y espiritual en el santuario mariano de Lourdes,

Para que esta experiencia esté protegida contra todo abuso y toda forma de violencia contra menores y personas vulnerables,

Dado que las agresiones y abusos sexuales contra menores y personas vulnerables son actos intolerables e inaceptables, y que cuando son cometidos por miembros del clero o por laicos comprometidos en la Iglesia, tienen un impacto destructivo en la comunidad eclesial y en la sociedad civil,

Decretamos:

- Art. 1. Que las presentes normas se apliquen a todas las personas que trabajan en el Santuario de Lourdes (sacerdotes, religiosos, religiosas, hospitalarios, laicos asalariados y voluntarios) ya sea de manera permanente o durante el tiempo de su peregrinación.
- Art. 2. En torno al delegado episcopal se crea un equipo de asesoramiento y discernimiento encargado de intervenir en caso de comportamiento inapropiado.
- Art. 3. El Convenio anexo a este Decreto, hace autoridad para la protección de menores y de personas vulnerables, con el fin de prevenir todo abuso y permitir actuar rápida y eficazmente en la apreciación de las situaciones de mala conducta moral.
- Art. 4. Toda persona que desee ejercer un servicio en el Santuario deberá someterse a las verificaciones previstas en este Convenio.
- Art. 5. De acuerdo con las disposiciones de dicho Convenio, toda persona que tenga conocimiento de abusos contra un menor o una persona vulnerable debe denunciar los hechos al delegado episcopal, al rector del Santuario o al obispo, salvo las disposiciones del Motu proprio *Vos estis lux mundi* art. 3 y 4 y las normas generales del derecho.
- Art. 6. Estas normas se establecen sin perjuicio de la legislación francesa, en particular las posibles obligaciones de notificación a las autoridades civiles competentes.
- Art. 7. El delegado episcopal es responsable, en lo que le concierne, de la aplicación de estas normas.
- Art. 8. Estas normas serán aprobadas *ad experimentum* por un año y entran en vigor a partir de hoy.

Hecho en Lourdes el 11 de febrero de 2020



+ Mons. Antoine Hérouard

REGLAS GENERALES

El Santuario de Lourdes desea ofrecer a cada peregrino y visitante un marco humano y espiritual que favorezca la fraternidad y el respeto de las personas. El Santuario quiere encarnar el mensaje evangélico: *«En verdad os digo que cada vez que lo hicisteis con uno de estos, mis hermanos más pequeños, conmigo lo hicisteis»* (Mt 25,40). La responsabilidad por la decencia de cada persona es nuestro motor.

Una persona vulnerable es aquella que por su edad (niño, menor de diez y ocho años, persona mayor), discapacidad u otras circunstancias temporales o permanentes, se encuentra en una posición de dependencia, deficiencia física o psíquica, o privada de libertad personal que, de hecho, limita incluso ocasionalmente, su capacidad de comprensión o voluntad, o en cualquier caso de resistencia a un abuso de autoridad, de confianza o físico.

Todos los que en el santuario tienen una responsabilidad pastoral deben tener la prudencia necesaria en su lenguaje, en los contactos físicos, en su mirada y, más ampliamente, en su comportamiento hacia estas personas.

Se pide a todos los que trabajan en el Santuario y en la Hospitalidad de Nuestra Señora de Lourdes que favorezcan en todas partes las medidas que ayuden a la benevolencia de los menores y de las personas vulnerables.

Como las culturas son diferentes, he aquí lo que se exige de todos aquellos que prestan un servicio en el Santuario y la Hospitalidad de Nuestra Señora de Lourdes:

Comportamiento:

- Mostrar igual benevolencia hacia cada persona.
- Respetar una actitud justa y no buscar signos de afecto.
- Evitar la amistad demasiado personalizada con niños, adolescentes o personas vulnerables.

- Evitar encontrarse a solas con un menor o persona vulnerable en una habitación con la puerta cerrada u opaca. Si el cuidado de la persona lo requiere, es necesario advertir a la persona responsable.
- Dentro del recinto del Santuario está estrictamente prohibido la posesión de alcohol o cualquier sustancia ilícita, y por supuesto consumirla o distribuirla para su consumo.
- Respetar las reglas de la Hospitalidad y del Santuario a la hora de utilizar la red de internet o el wifi del Santuario,. Está prohibido descargar archivos de internet que no tengan relación con el servicio que está realizando.

Lenguaje:

- Utilizar un lenguaje apropiado tanto en su tono como en su expresión, sin discriminación por motivos de origen social, apariencia física, religión, origen étnico u orientación sexual.

Contacto físico:

- El Santuario de Lourdes es un lugar donde las personas discapacitadas o enfermas buscan a menudo signos de afecto y de humanidad. No sería caritativo rechazarlos.
- Sin embargo, se procurará no solicitar esos gestos y responder con delicadeza respetando plenamente la libertad del menor y de la persona vulnerable.
- Se prestará especial atención a los contactos que tengan lugar durante la prestación de cuidados o en la prestación de servicios dentro o fuera de las piscinas, en la estación, el aeropuerto o en los *Accueils*. El máximo respeto por la dignidad de la persona es la norma que siempre debe respetarse.
- Algunas personas, debido a su discapacidad, carecen de la capacidad necesaria para juzgar el carácter de los actos realizados. Corresponde al personal directivo tener por ello una vigilancia muy particular. Cuando una persona privada de una parte o la totalidad de su

comprensión comete un gesto reprehensible en el sentido en el que este Convenio lo entiende, es importante que la información se transmita al delegado del santuario o al rector y preocuparse por la víctima hablando de ello con el autor. En caso necesario, debe informarse a las autoridades judiciales, ya que la denuncia se refiere a los hechos y no al autor y tiene por objeto proteger a las víctimas.



LA LEY FRANCESA

Teniendo en cuenta la dimensión internacional del Santuario de Lourdes, es importante recordar que se aplica en el Santuario de Lourdes la ley francesa.

El convenio establecido por el interés de la protección de las personas vulnerables no tiene por objeto sustituir al derecho común. Precisa cómo, en la misión de la Iglesia, este derecho puede intervenir en interés de las personas más frágiles.

Se recuerda aquí, sin carácter exhaustivo, las principales medidas del Derecho francés que protegen a los ciudadanos y, en particular, a las personas más vulnerables.

1. LAS VIOLENCIAS FÍSICAS

La violencia física constituye el conjunto de los hechos resultantes del uso de la fuerza o de la coacción física contra una persona vulnerable. Esto puede concernir cualquier daño contra la integridad física de las personas, a los hechos de malos tratos, lesiones, torturas, coacción o amenazas, con o sin uso de un arma y que hayan dado lugar o no a una incapacidad laboral.

ESTÁ CASTIGADA POR EL ARTÍCULO 222-7 Y SIGUIENTES DEL CÓDIGO PENAL.

2. EL ABUSO SEXUAL

El abuso sexual incluye todos los delitos sexuales que pueden cometerse contra una persona vulnerable.

Se tipificará como abuso sexual si se comete sin violencia, coacción, amenaza o sorpresa. Si el abuso sexual se comete con violencia, coacción, amenaza o sorpresa, será calificado de agresión sexual. Si la agresión entraña un acto de penetración sexual de cualquier naturaleza, se tratará de una violación.

ESTOS ABUSOS SON CASTIGADOS EN LOS ARTÍCULOS 222-22 Y SIGUIENTES DEL CÓDIGO PENAL.

3. LAS VIOLENCIAS PSICOLÓGICAS

La violencia psicológica, moral o mental constituye el conjunto de los actos de violencia o de abuso contra una persona vulnerable sin que se aplique directamente la violencia física. Se caracterizan por el comportamiento moralmente agresivo o violento hacia los demás, en particular por insultos, injurias, manipulaciones, chantaje o acoso. Estas violencias pueden realizarse también en el ámbito espiritual.

ESTOS ABUSOS SE CASTIGAN EN EL ARTÍCULO 222-13-1 DEL CÓDIGO PENAL.

4. DELITOS CONTRA LA PROPIEDAD

Los delitos contra los bienes de una persona se refieren esencialmente a los delitos relacionados con la propiedad de las personas mediante la apropiación fraudulenta. Esos abusos pueden consistir en el abuso de la debilidad de las personas vulnerables, las maniobras fraudulentas o el engaño, entre otras cosas.

LAS PENAS APLICABLES ESTÁN PREVISTAS EN LOS ARTÍCULOS 223-15-2, 313-1 O EL 312-1 DEL CÓDIGO PENAL.

5. LA DISCRIMINACIÓN

Constituye una discriminación toda distinción entre personas físicas basada en su origen, sexo, estado civil, embarazo, apariencia física, la particular vulnerabilidad resultante de su situación económica, aparente o conocida de su autor, de su patronímico, del lugar de residencia, de su estado de salud, su pérdida de autonomía, su discapacidad, sus características genéticas, sus costumbres, su orientación sexual, su identidad de género, su edad, sus opiniones políticas, sus actividades sindicales, su capacidad para expresarse en una lengua distinta del francés, su pertenencia o su no pertenencia, verdadera o supuesta, a una etnia, una nación, una supuesta raza o una determinada religión.

ESTOS ABUSOS CASTIGADOS POR EL ARTÍCULO 225-1 DEL CÓDIGO PENAL.

Es importante señalar que el adulto no puede invocar el consentimiento de la víctima para exonerarse de su responsabilidad penal por cualquier delito o crimen.

DENUNCIA DE UN ABUSO

« Cualquier persona que tenga conocimiento de un delito sexual o de un crimen contra un menor o una persona vulnerable debe hacerlo saber al rector o al delegado episcopal para la protección de menores, que verificará que se ha realizado la denuncia prevista por la ley ante el fiscal. »

El hecho de no denunciar a una persona vulnerable en peligro constituye un delito tipificado en el artículo 434-3 del Código Penal, a saber:

«A toda persona que tenga conocimiento de privaciones, malos tratos, agresiones o abusos sexuales infligidos a un menor o a una persona que no esté en condiciones de protegerse debido a su edad, una enfermedad, una discapacidad, una deficiencia física o psíquica o un estado de embarazo, no informar de ello a las autoridades judiciales o administrativas o no seguir informando a dichas autoridades hasta que dichas infracciones hayan cesado se castiga con tres años de prisión y 45.000 euros de multa. Cuando la falta de información se refiera a una infracción mencionada en el párrafo primero cometida contra un menor de 15 años, las penas se elevarán a cinco años de prisión y a 75.000 euros de multa. Salvo que la ley disponga otra cosa, se exceptúan de las disposiciones que preceden a las personas sometidas a secreto como lo prevé el artículo 226-13».

La denuncia calumniosa está sancionada por los artículos 226-10 a 226-12 del Código Penal.

Debe señalarse cualquier comportamiento sospechoso o abuso hacia persona menor o vulnerable a las autoridades del Santuario, o de la Hospitalidad, entrando en contacto con:

- **El Rector del Santuario: Mons. Olivier RIBADEAU DUMAS**
al +335 62 42 79 01
y por correo electrónico: rectorat@lourdes-france.com
- **El P. Giuseppe SERIGHELLI, delegado episcopal para la protección de menores y personas vulnerables**
al +337 57 41 18 63
y por correo electrónico: deleguepreventionabus@catholique65.fr

Ante una denuncia de comportamiento sospechoso o de abuso, el delegado episcopal debe actuar sin demora.

En particular:

- Designa dos miembros de la célula diocesana de escucha, encargados de acoger y escuchar a la persona que se presenta.
- Debe aplicar las normas aprobadas por la Conferencia de Obispos de Francia publicadas en el Boletín Oficial n°60ter de la CEF de 9 de octubre de 2018.
- Si la impugnación se refiere a un miembro que supuestamente es el garante de estas normas, siempre será posible recurrir al obispo encargado del santuario o al arzobispo metropolitano de Toulouse.

LOS SACERDOTES

«Los sacerdotes que desempeñan un ministerio en los santuarios deben tener el corazón impregnado de misericordia; su actitud debe ser la de un padre (...) La palabra clave que hoy deseo subrayar con vosotros es acogida: acoger a los peregrinos. Con la acogida, por decirlo así, "ponemos todo en juego". Una acogida afectuosa, festiva, cordial y paciente».

(Papa Francisco, Discurso a los operadores de peregrinación y rectores de santuarios, 21 de enero de 2016).

Algunos puntos de vigilancia les ayudarán, hermanos sacerdotes, a vivir mejor su ministerio en Lourdes. Completan las normas generales establecidas para la protección de menores y de personas vulnerables.

- Tengan mucho cuidado con el lenguaje que utilicen. Deben prohibirse las curiosidades inútiles y ajenas al cuidado pastoral.
- No se permite acoger a personas menores de edad o vulnerables en los locales reservados a los sacerdotes ni en lugares privados (en particular en las habitaciones).
- Para celebrar el sacramento de la reconciliación «es importante recordar el perdón de Dios, recordar la ternura, volver a gustar la paz y la libertad que hemos experimentado. Porque este es el corazón de la confesión: no los pecados que decimos, sino el amor divino que recibimos y que siempre necesitamos» (Papa Francisco *Celebración de la penitencia*, 29 de marzo de 2019).

En este marco, el confesor velará a:

- que siempre se utilicen los confesionarios o lugares visibles por los demás, según las modalidades que preserven la discreción necesaria.
- No realizar indagaciones insensibles que afecten la intimidad de la persona.
- Aconsejar en conciencia sin hacer sentir culpable, ni manipular.
- No permanecer encerrado con el penitente un tiempo desproporcionado.

- El sacerdote que recibe la información de que una persona ha sido abusada en el pasado o en la actualidad debe:
 - en el marco del diálogo interpersonal: velar por que la persona reciba la ayuda necesaria y advertir al delegado diocesano o al rector del santuario. De conformidad con las directrices de la CEF, las autoridades judiciales deben ser advertidas.
 - si es en el marco de la confesión, el secreto se aplica plenamente. Subsiste la necesidad de prestar la asistencia necesaria a la víctima invitando, en particular, a los niños a llamar al 119 y a los adultos al 3949.
 - Siempre es posible indicar a una persona atraída por niños el número creado por la Federación Francesa de Centros de Recursos para los Intervinientes ante Autores de Violencia Sexual (FFCRIAVS): 0 806 231 063

LOS HOSPITALARIOS

Desde 1885, los hospitalarios y hospitalarias se dedican a acoger a los peregrinos en Lourdes y a facilitar su peregrinación; especialmente a los peregrinos enfermos, discapacitados o aislados. Esta fue la razón de su creación, así como para la transmisión del mensaje de Lourdes y ayudar en las grandes celebraciones del Santuario (art. 2 de los Estatutos de la HNDL).

Por tanto, la atención y el respeto de las personas constituyen el centro de su misión. Esa misión de acogida de los peregrinos es particularmente sensible en las piscinas, que son un eminente lugar de oración, paz y curación en el Santuario. Las piscinas tienen que ser un lugar donde la atención al prójimo y la delicadeza están aún más marcadas que en otros lugares porque la gente viene, como signo de devoción, con toda su esperanza, ilusión, fragilidad y vulnerabilidad.

Por eso mismo, además de las normas generales que se han creado para la protección de menores y personas vulnerables, los hospitalarios tendrán que:

- Seguir una formación específica sobre el acompañamiento de menores y de personas vulnerables, que será propuesta dentro del marco de la formación HNDL.
- Garantizar la seguridad y respetar, con pudor, a los peregrinos en su marcha de fe en las Piscinas.
- Prohibirse todo acto o comportamiento inapropiado hacia menores y personas vulnerables.
- Todos los voluntarios tienen que firmar la hoja de presencia de las piscinas para expresar su compromiso en la protección y el respeto de la persona escribiendo de su puño y letra: *«Me comprometo a acompañar espiritual y moralmente, a garantizar la seguridad y a respetar, con pudor, a la persona de todo peregrino en su camino de fe en las Piscinas. Me comprometo a tener un comportamiento ajustado hacia los menores y las personas vulnerables».*
- Bañar a los menores en el lugar y con las personas que hayan sido designadas a tal efecto por el/la responsable de las piscinas.
- Reconocer haber tomado conocimiento de este convenio y adherir a él.

LOS JÓVENES

«Acompañar a los jóvenes significa acogerlos, motivarlos, alentarlos y estimularlos. Esto implica que se mire a los jóvenes con comprensión, valoración y afecto, y que no se los juzgue permanentemente ni se les exija una perfección que no corresponda a su edad. Así, los acompañantes no deberían conducir a los jóvenes como si fueran sujetos pasivos, sino caminar con ellos permitiéndoles ser protagonistas de su camino. Deberían respetar la libertad de los jóvenes que se encuentran en su camino de discernimiento y equiparlos para discernir dándoles las herramientas útiles para avanzar»

(Papa Francisco, Exhortación pos-sinodal Christus Vivit a los jóvenes §243 y 246, 25 de marzo de 2019).

Como Cristo, primer educador, los responsables de jóvenes se comprometen a respetar la libertad y dignidad de los que se les confían. Así, pedimos a los responsables que presten especial atención a:

- Adoptar una actitud positiva y respetuosa de la intimidad de los jóvenes en todas las circunstancias.
- Adoptar una justa distancia relacional con los jóvenes.
- Una distancia física justa evitando los contactos inadecuados y que puedan ser malinterpretados.
- Una justa distancia psicológica, intentando no realizar una influencia psicológica o espiritual con un joven.
- Una distancia emocional justa evitando el chantaje o la presión emocional.
- Identificar cualquier situación delicada o ambigua que pueda poner en peligro a jóvenes (jóvenes entre sí o entre adultos y jóvenes) e informar de ello sin demora al responsable. La difusión de imágenes de carácter erótico o pornográfico está totalmente prohibida.
- Trabajar en equipo para mejorar la forma de hacer y ser, y desarrollar una visión crítica de su propia práctica personal y la de los demás.

En términos más concretos:

- Comunicación: el adulto velará por situarse como adulto en su vocabulario, en su lenguaje escrito (SMS, redes sociales) u oral. No se comunicará en horarios no razonables o sobre temas personales e íntimos
- Lugares: no estar en un espacio cerrado, sin visibilidad, con un joven, como un coche, tienda, habitación, lugar de acompañamiento o de confesión cerrados...
- Noche: un adulto solo no duerme con jóvenes. El buen desarrollo de las noches puede exigir la presencia de varios adultos.

PÁRRAFOS ESPECÍFICOS PARA LA CIUDAD DE LOS JÓVENES

Todas las normas mencionadas anteriormente respecto al Santuario de Lourdes son válidas para la Ciudad de los Jóvenes, que forma parte integrante del mismo. También hay algunas observaciones más específicas.

Vigilancia y benevolencia

- El comportamiento anormal de un niño, potencialmente revelador de un malestar, merece la atención y la vigilancia de sus acompañantes.
- Los adultos deben prevenir, anotar y denunciar cualquier intento de discriminación, acoso, chantaje, etc. entre menores. Los adultos deben estar atentos al aislamiento o al ostracismo de algunos menores por parte de sus compañeros: estas situaciones pueden ser reveladoras de dificultades más graves. Se anima a los adultos a dar ejemplo a los jóvenes vistiéndose de forma decente.
- Si se lleva a un joven a la enfermería, se debe enviar a un adulto del mismo sexo para que pregunte por él o le haga compañía y siempre que sea posible acompañado por otros jóvenes o adultos.
- El ejercicio de la autoridad en favor de un grupo de jóvenes se basa ante todo en una atención profundamente benévola. Cuando se adopten sanciones, éstas deben ser temporales y proporcionadas. Deben respetar la integridad física y moral de los menores, su dignidad e intimidad. Nunca deben consistir en castigos corporales, y es imprescindible evitar que puedan ser vividos como una humillación.

Sanitarios:

- Los monitores deben asegurarse de que al ir y volver de las duchas y los aseos no se autorice ropa indecente; también deben velar por que no se produzcan mezclas de sexo en esas zonas y en el trayecto.
- Sea cual sea su edad, los menores deben poder ducharse solos. Un adulto nunca debe abrir la puerta de la ducha de un menor, salvo en caso de emergencia comprobada y en presencia de una tercera persona. Si fuera necesario lavar a un menor o a una persona vulnerable (discapacitado o herido, por ejemplo), se elige al adulto con el acuerdo del joven en cuestión y siempre irá acompañado por otra persona también elegida con el consentimiento del joven en cuestión.
- Cuando los adultos que acompañan a los jóvenes tienen que utilizar los mismos aseos que los menores, tienen que comprometerse a ducharse en horarios diferentes a los de los jóvenes.

Habitaciones y dormitorios:

- Los monitores responsables del descanso, el entendimiento y la seguridad de los jóvenes, duermen en espacios separados de los menores. No obstante, la disposición de los locales debe permitir la vigilancia de los menores en cualquier circunstancia. Los jóvenes deben poder contar con la disponibilidad de sus acompañantes a cualquier hora de la noche en caso de necesidad.
- Se deben organizar los dormitorios por grupos de edades homogéneas.
- Hay que procurar separar inteligentemente los dormitorios reservados para las chicas y los reservados para los chicos (piso o edificio separado). Se pide de la misma manera que no se mezclen las zonas de acampada: las tiendas de campaña tampoco deben ser mixtas.
- Para garantizar la intimidad del menor y respetar el espacio de todos, se pide que no se desplacen las camas en los dormitorios o en las habitaciones de los jóvenes. Los adultos intentarán no entrar en los dormitorios o habitaciones, salvo en caso de absoluta necesidad (dejando siempre la puerta abierta). Por regla general no deberá ir más allá del umbral de la puerta.
- Las habitaciones de los adultos no deben ser utilizados en ninguno de los casos como lugar de paso o de encuentro para los menores. En ningún caso se permitirá que un menor entre o sea recibido en ellas.

COMPROMISO DE LOS SACERDOTES

El abajo firmante (nombre)
(apellidos)
(diócesis o congregación)

declara haber tomado conocimiento del Convenio y del compromiso del Santuario de Nuestra Señora de Lourdes para la protección de menores y de personas vulnerables. He tomado conocimiento y me comprometo a seguirlo fielmente.

- Se me informa y consiento que mis datos personales sean tratados por el Santuario de Nuestra Señora de Lourdes de conformidad con la normativa aplicable a la protección de los datos personales. Se me ha informado de que dispongo de los derechos de acceso, rectificación, supresión, limitación y portabilidad, en relación con mis datos personales, pero también con el derecho a presentar una reclamación ante la autoridad competente en materia de datos personales.*

Fecha

Firma

COMPROMISO DE LOS RESPONSABLES DE LOS JÓVENES

El abajo firmante (nombre)

(apellidos)

Responsable del grupo

declara haber tomado conocimiento del Convenio y del compromiso del Santuario de Nuestra Señora de Lourdes para la protección de menores y de personas vulnerables. He tomado conocimiento y me comprometo a seguirlo fielmente y a hacerlo respetar:

- Se me informa y consiento que mis datos personales sean tratados por el Santuario de Nuestra Señora de Lourdes de conformidad con la normativa aplicable a la protección de los datos personales. Se me ha informado de que dispongo de los derechos de acceso, rectificación, supresión, limitación y portabilidad, en relación con mis datos personales, pero también con el derecho a presentar una reclamación ante la autoridad competente en materia de datos personales.*

Fecha

Firma

COMPROMISO DE LOS VOLUNTARIOS

El abajo firmante (nombre)
(apellidos)

declara haber tomado conocimiento del Convenio y del compromiso del Santuario de Nuestra Señora de Lourdes para la protección de menores y de personas vulnerables. He tomado conocimiento y me comprometo a seguirlo fielmente y a hacerlo respetar:

- Se me informa y consiento que mis datos personales sean tratados por el Santuario de Nuestra Señora de Lourdes de conformidad con la normativa aplicable a la protección de los datos personales. Se me ha informado de que dispongo de los derechos de acceso, rectificación, supresión, limitación y portabilidad, en relación con mis datos personales, pero también con el derecho a presentar una reclamación ante la autoridad competente en materia de datos personales.*

Fecha

Firma

Sua Ecc. Mons. Antoine Hérouard
Delegato ad nutum per il Santuario di Lourdes

Affinché i pellegrini possano vivere un'autentica esperienza umana e spirituale nel santuario mariano di Lourdes in tutta sicurezza, affinché questa esperienza sia protetta da abusi e da ogni forma di violenza contro i minori e le persone vulnerabili, poiché le aggressioni e gli abusi sui minori e le persone vulnerabili sono degli atti intollerabili e inaccettabili, che distruggono le vittime e quando sono commessi da membri del clero o da dei laici impegnati all'interno della Chiesa, hanno un impatto distruttivo sulla comunità ecclesiale e la società civile,

Io sancisco

- Art. 1. Che le presenti norme riguardino tutte le persone che lavorano nel Santuario di Lourdes (sacerdoti, religiosi, religiose, hospitalier, laici retribuiti e volontari) sia in modo permanente o durante il tempo del loro pellegrinaggio.
- Art. 2. Una cellula di ascolto e di discernimento è costituita attorno al delegato episcopale incaricato di intervenire in caso di comportamento inappropriato.
- Art. 3. La carta allegata al presente decreto, fa testo per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili, al fine di prevenire qualsiasi abuso e di consentire un'azione rapida e efficace nella valutazione di situazioni di cattiva condotta morale.
- Art. 4. Chiunque desideri esercitare un servizio nel Santuario dovrà sottoporsi alle verifiche previste dalla presente carta.
- Art. 5. In conformità con le disposizioni della presente carta, chiunque abbia conoscenza di abusi su di un minore o su di una persona vulnerabile deve, nel rispetto delle norme del diritto francese, segnalare i fatti al delegato episcopale o al Rettore del Santuario o al vescovo, fatte salve le disposizioni del Motu proprio *Vos estis lux mundi* art. 3 e 4, nonché le norme generali del diritto.
- Art. 6. Tali norme sono stabilite senza pregiudizio della legge francese, in particolare gli eventuali obblighi di notifica alle autorità civili competenti.
- Art. 7. Il delegato episcopale è incaricato, per quanto lo riguarda, dell'applicazione di tali norme.
- Art. 8. Le presenti norme sono approvate *ad experimentum* per un anno ed entrano in vigore da oggi.

Dato a Lourdes, 11 febbraio 2020



+ Mons. Antoine Hérouard

REGOLE GENERALI

Il Santuario di Lourdes vuole offrire ad ogni pellegrino e visitatore un ambiente umano e spirituale che favorisca la fraternità e il rispetto delle persone. Il Santuario vuole incarnare il messaggio evangelico ogni volta che l'avete fatto a uno di questi miei fratelli più piccoli, l'avete fatto a me (cfr. Mt 25,40). La responsabilità del buon trattamento di ogni persona è la nostra forza trainante.

Una persona vulnerabile è una persona che, a causa dell'età (bambino, un minore di diciotto anni, una persona anziana), di una disabilità o di altre circostanze, temporanee o permanenti, si trova in uno stato di infermità, di menomazione fisica o psichica, o della privazione della libertà personale che, di fatto limita, anche occasionalmente, la sua capacità di comprensione, o la sua volontà, nel caso di resistenza a un abuso di autorità o di potere - anche di natura spirituale - , un abuso di fiducia o un abuso fisico.

Tutti coloro che, nel santuario, hanno una responsabilità pastorale, devono essere prudenti nel linguaggio, nei contatti fisici, nel loro sguardo e, più in generale, nel loro comportamento verso queste persone.

A tutti coloro che lavorano nell'ambito del Santuario e dell'Hospitalité di Nostra Signora di Lourdes viene chiesto di incoraggiare ovunque misure volte a favorire il buon trattamento dei minori e delle persone vulnerabili.

Poiché le culture sono diverse, ecco cosa si richiede a tutti quelli che prestano servizio nel Santuario e nell'Hospitalité Nostra Signora di Lourdes:

Comportamento:

- Mostrare pari benevolenza verso tutti.
- Rispettare un atteggiamento equo e non ricercare segni di affetto.
- Evitare qualsiasi amicizia che non sia casta con bambini, adolescenti o persone vulnerabili.

- Non stare da solo con un minore o una persona vulnerabile in una stanza con la porta chiusa o con il vetro opaco. Se necessitano delle cure alla persona, bisogna indirizzarlo alla persona responsabile.
- All'interno del Santuario è severamente vietato possedere dell'alcool o qualsiasi sostanza illecita e, a maggior ragione, consumarne o farne consumare.
- Rispettare le regole del Santuario e dell'Hospitalité utilizzando la rete internet o wifi del Santuario. È vietato scaricare da internet documenti (files) che non hanno alcuna relazione con il servizio pastorale richiesto.

Linguaggio:

- Utilizzare un linguaggio rispettoso delle persone nel tono, nelle parole e nell'espressione, senza discriminazioni in base all'origine sociale, all'aspetto fisico, alla religione, all'origine etnica o all'orientamento sessuale.

Contatto fisico:

- Il Santuario di Lourdes è un luogo dove le persone diversamente abili o i malati sono spesso alla ricerca di segni di affetto e di umanità. Non sarebbe caritatevole respingerli.
- Tuttavia bisognerà fare attenzione a non sollecitare tali gesti e a rispondervi con delicatezza, nel pieno rispetto della libertà del minore e della persona vulnerabile.
- Saremo particolarmente vigilanti quando questi contatti hanno luogo durante lo svolgimento di trattamenti o di servizi all'interno o all'esterno delle piscine, in stazione o in aeroporto, o nelle Accueils. Il massimo rispetto per la dignità della persona è la regola che deve essere sempre adempiuta.
- Alcune persone, a causa della loro disabilità, non hanno la capacità di giudicare il carattere delle azioni intraprese. Spetta alla direzione essere particolarmente vigile. Quando una persona, privata in tutto o in parte della sua consapevolezza, commette un atto riprovevole ai sensi

della presente carta, è importante riferire le informazioni al delegato del santuario o al rettore, preoccuparsi della vittima e discuterne con l'autore del reato. Se necessario, le autorità giudiziarie dovrebbero essere informate perché la segnalazione riguarda i fatti e non l'autore del reato e ha lo scopo di proteggere le vittime.



LA LEGGE FRANCESE

Data l'internazionalità del luogo, è importante ricordare che nel Santuario di Lourdes si applica la legge francese.

La Carta istituita nell'interesse della protezione delle persone vulnerabili non intende sostituirsi al diritto comune. Essa specifica come, nella missione della Chiesa, questa legge può intervenire nell'interesse delle persone più fragili.

Ricordiamo, senza essere esaustivi, le principali misure del diritto francese che proteggono i cittadini e, in particolare, le persone più vulnerabili.

1. LE VIOLENZE FISICHE

La violenza fisica costituisce l'insieme degli atti derivanti dall'uso della forza o della coercizione fisica contro una persona vulnerabile. Ciò può includere qualsiasi attacco all'integrità fisica delle persone, atti di maltrattamento, aggressione e percosse, tortura, impedimento o minaccia, con o senza l'uso di un'arma, e che abbia o meno portato all'incapacità lavorativa.

SONO PUNITE AI SENSI DEGLI ARTICOLI 222-7 E SEGUENTI DEL CODICE PENALE.

2. GLI ABUSI SESSUALI

Gli abusi sessuali comprendono tutti gli atti e gli atteggiamenti di natura sessuale che possono essere commessi nei confronti di un minore di 18 anni o di una persona vulnerabile.

L'abuso sessuale sarà qualificato come tale se viene eseguito senza violenza, coercizione, minacce o sorpresa. Se l'abuso sessuale è commesso con violenza, coercizione, minaccia o sorpresa, l'abuso sarà qualificato come violenza sessuale. Se l'aggressione comporta un atto di penetrazione sessuale di qualsiasi tipo, si tratta di stupro.

QUESTI ABUSI SONO PUNITI AI SENSI DEGLI ARTICOLI 222-22 E SEGUENTI DEL CODICE PENALE.

3. LE VIOLENZE PSICOLOGICHE

Le violenze psicologiche, morali o mentali costituiscono l'insieme degli atti di violenza o di abuso contro una persona vulnerabile senza alcuna violenza fisica diretta. Si caratterizzano per dei comportamenti moralmente aggressivi o violenti nei confronti degli altri, in particolare mediante insulti, ingiurie, manipolazioni, ricatti o molestie. Tali violenze possono essere compiute anche nell'ambito spirituale.

QUESTI ABUSI SONO PUNITI AI SENSI DEGLI ARTICOLI 222-13-1 DEL CODICE PENALE.

4. LE VIOLAZIONI DEI BENI

Gli attacchi ai beni di una persona riguardano principalmente i reati relativi al patrimonio di persone mediante appropriazione fraudolenta. Questi abusi possono comprendere, in particolare, l'abuso della debolezza delle persone vulnerabili, le manovre fraudolenti o l'inganno.

LE PENE APPLICABILI SONO PREVISTE AGLI ARTICOLI 223-15-2 DEL CODICE PENALE.

5. LA DISCRIMINAZIONE

Costituisce una discriminazione qualsiasi distinzione tra persone fisiche in base all'origine, al sesso, alla situazione familiare, alla gravidanza, all'aspetto fisico, alla vulnerabilità derivante dalla situazione economica, apparente o nota all'autore del reato, al cognome, al luogo di residenza, allo stato di salute, alla perdita di autonomia, alla disabilità, alle caratteristiche genetiche, ai costumi, all'orientamento sessuale, all'identità di genere, all'età, alle opinioni politiche, alle attività sindacali, alla capacità di esprimersi in una lingua diversa dal francese, l'appartenenza o meno, reale o presunta, a un determinato gruppo etnico, una Nazione, una presunta razza o a una determinata religione.

QUESTI ABUSI SONO PUNITI AI SENSI DELL'ARTICOLO 225-1 DEL CODICE PENALE.

È importante notare che l'adulto non può avvalersi del consenso della vittima per essere esonerato dalla responsabilità penale per qualsiasi reato, delitto o crimine.

SEGNALAZIONE DI ABUSI

"Chiunque sia a conoscenza di un reato sessuale o di un crimine contro un minore o una persona vulnerabile, avvertirà il rettore o il delegato episcopale per la protezione dei minori, il quale si incaricherà di verificare che sia fatta la denuncia prevista dalla legge al procuratore delle Repubblica"

La mancata segnalazione di una persona vulnerabile in pericolo, costituisce un reato ai sensi dell'articolo 434-3 del Codice penale, ossia:

"il fatto che chiunque sia a conoscenza di privazioni, maltrattamenti o abusi sessuali inflitti a un minore o a una persona che non è in grado di proteggere se stessa a causa dell'età, di una malattia, di un'infermità, di una carenza fisica o mentale o di una gravidanza, e non informi le autorità giudiziarie o amministrative o continui a non informare tali autorità fino alla cessazione di tali reati, è punito con la reclusione di tre anni e con la multa di 45.000 euro. Se la mancata comunicazione di informazioni riguarda un reato di cui al primo comma commesso nei confronti di un minore di età inferiore a 15 anni, le pene sono aumentate fino a cinque anni di reclusione e a una multa di 75.000 euro. Salvo che la legge non disponga diversamente, sono esonerati dalle disposizioni precedenti i seguenti soggetti, che sono tenuti al segreto alle condizioni previste dall'articolo 226-13".

La denuncia calunniosa è punibile ai sensi degli articoli dal 226-10 al 226-12 del Codice penale.

Qualsiasi comportamento sospetto e abuso verso una persona minorenni o vulnerabile deve essere segnalato anche alle autorità del Santuario e della diocesi contattando:

- Il Rettore: Mons. Olivier RIBADEAU DUMAS,
al +33 (0)5 62 42 79 00
e per mail: rectorat@lourdes-france.com**
- Il P. Giuseppe SERIGHELLI, delegato episcopale per la protezione
dei minori e delle persone vulnerabili,
al +33 (0)7 57 41 18 63
e per mail: deleguepreventionabus@catholique65.fr**

Di fronte a una segnalazione di comportamenti sospetti o abusi, il delegato episcopale deve agire senza indugio.

In particolare:

- Nomina due membri della cellula di ascolto diocesana, incaricata di accogliere e ascoltare la persona che si è fatta avanti.
- Egli deve applicare le norme approvate dalla Conferenza Episcopale di Francia pubblicate nel Bollettino Ufficiale n. 60ter del CEF del 9 ottobre 2018.
- Se le implicazioni riguardano un membro che si presume sia il garante del rispetto di queste regole, sarà sempre possibile fare appello al vescovo responsabile del santuario o all'arcivescovo metropolitano di Tolosa.

I SACERDOTI

"I sacerdoti che svolgono un ministero nei santuari devono avere il cuore impregnato di misericordia; il loro atteggiamento dev'essere quello di un padre (...). La parola chiave che desidero sottolineare con voi è accoglienza: accogliere i pellegrini. Con l'accoglienza, per così dire, "ci giochiamo tutto". Un'accoglienza affettuosa, festosa, cordiale, e paziente"

(Papa Francesco, discorso agli operatori di pellegrinaggi e rettori dei santuari, 21 gennaio 2016).

Alcuni elementi di vigilanza vi aiuteranno, fratelli sacerdoti, a vivere meglio il vostro ministero a Lourdes. Essi integrano le norme generali per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili.

- Prestate attenzione al vostro linguaggio. Si devono evitare inutili curiosità estranee alla cura pastorale.
- Non è consentito accogliere minori o persone vulnerabili in locali riservati ai sacerdoti e in luoghi privati (soprattutto nelle camere).
- Per celebrare il sacramento della riconciliazione, "è importante fare memoria del perdono di Dio, ricordarne la tenerezza, rigustare la pace e la libertà che abbiamo sperimentato. Perché questo è il cuore della confessione: non i peccati che diciamo, ma l'amore divino che riceviamo e di cui abbiamo sempre bisogno". (Papa Francesco, *Celebrazione penitenziale*, 29 marzo 2019).

In questo contesto, il confessore autorizzato, veglierà affinché:

- Utilizzare sempre dei confessionali o dei luoghi visibili agli altri in modo da preservare la necessaria discrezione.
- Non fare domande indelicate riguardanti l'intimità di una persona.
- Consigliare in coscienza senza colpevolizzare o manipolare.
- Non rimanere rinchiuso con il penitente per un periodo di tempo eccessivo.

- Il sacerdote che riceve l'informazione che una persona ha subito in passato o sta attualmente subendo abusi, deve:
 - se è nell'ambito del dialogo interpersonale: assicurarsi che la persona riceva l'aiuto necessario e informare il delegato episcopale o il rettore del santuario. In conformità alle linee guida della CEF (Conferenza Episcopale Francese), le autorità giudiziarie devono essere informate.
 - se è nell'ambito della confessione, il segreto si applica pienamente. Rimane la necessità di fornire l'assistenza necessaria alla vittima, in particolare invitando i bambini a chiamare il 119 e gli adulti a chiamare il 3949.
 - È sempre possibile indicare a una persona attratta dai bambini, il numero di telefono istituito dalla "Federazione Francese dei Centri di Risorse per gli operatori presso gli Autori di Violenze Sessuali" (Fédération Française des centres de Ressources pour les Intervenants auprès d'Auteurs de Violences Sexuelles) (FFCRIAIVS): 0 806 231 063

GLI HOSPITALIERS

Dal 1885, gli hospitaliers lavorano per accogliere i pellegrini a Lourdes, soprattutto i malati, i disabili o i pellegrini isolati, e per facilitare il loro pellegrinaggio. È per questo motivo che sono stati fondati, oltre che per trasmettere il messaggio di Lourdes e per aiutare durante le grandi celebrazioni del Santuario (art. 2 degli statuti dell'HNDL).

L'attenzione e il rispetto per le persone sono quindi al centro della loro missione. Questa missione di accoglienza dei pellegrini è particolarmente sensibile alle piscine, che sono un luogo eminente di preghiera, di pace e di guarigione nel Santuario. Le piscine dovrebbero essere un luogo dove l'attenzione per gli altri e la delicatezza sono ancora più marcate che altrove perché le persone vi si recano in segno di devozione, con tutte le loro speranze, aspettative, fragilità e vulnerabilità.

Pertanto, oltre alle norme generali stabilite per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili, gli hospitaliers dovranno essere tenuti a:

- Seguire una formazione specifica sul rispetto e il trattamento adeguato delle persone che accompagnano i minori e le persone vulnerabili, che sarà proposta nell'ambito della formazione HNDL.
- Garantire la sicurezza e vigilare sul rispetto e il pudore di ogni pellegrino nel suo approccio di fede alle Piscine.
- Astenersi da qualsiasi gesto o comportamento indegno nei confronti dei minori e delle persone vulnerabili.
- Firmare il foglio di presenza delle piscine per esprimere il loro impegno per la protezione e il rispetto della persona a tutti i volontari con questa formula: "Mi impegno ad accompagnare spiritualmente e moralmente, ad assicurare la sicurezza e a rispettare, con modestia, ogni pellegrino nel suo cammino di fede alle Piscine. Mi impegno a comportarmi in modo appropriato nei confronti dei minori e delle persone vulnerabili".
- Bagnare i minori nel luogo e con le sole persone che saranno state designate a questo scopo dal/la responsabile delle piscine.
- Ammettere di aver preso conoscenza di questa carta e aderirvi.

I GIOVANI

"Accompagnare i giovani significa accoglierli, motivarli, e stimolarli. Ciò implica che i giovani siano guardati con comprensione, stima e affetto, e che non li si giudichi continuamente o si esiga da loro una perfezione che non corrisponde alla loro età. Gli accompagnatori non dovrebbero guidare i giovani come se questi fossero seguaci passivi, ma camminare al loro fianco, consentendo loro di essere partecipanti attivi del cammino. Dovrebbero rispettare la libertà che fa parte del processo di discernimento di un giovane, fornendo gli strumenti per compierlo al meglio". (Papa Francesco, Esortazione post-sinodale Christus Vivit ai giovani n. 243 e 246, 25 marzo 2019).

Alla maniera di Cristo, il primo educatore, i responsabili dei giovani si impegnano a rispettare la libertà e la dignità di coloro che sono loro affidati. Pertanto, chiediamo ai responsabili di essere particolarmente attenti:

- Ad assumere un atteggiamento positivo e rispettoso dell'intimità dei giovani in ogni circostanza.
- Ad assumere un rapporto adeguato con i giovani.
- Ad osservare una giusta distanza fisica evitando i contatti inappropriati e che potrebbero essere mal interpretati.
- A garantire un'equa distanza psicologica facendo attenzione a non esercitare un'indebita influenza sul giovane.
- Ad avere un comportamento appropriato evitando ogni ricatto o pressione affettiva.
- Ad individuare qualsiasi situazione delicata o ambigua che possa mettere in pericolo i giovani (tra giovani stessi, o tra adulti e giovani) e informare il responsabile nel più breve tempo possibile. La diffusione di immagini erotiche o pornografiche è totalmente vietata.
- A lavorare in gruppo per cercare di migliorare il modo di fare e di essere, sviluppando anche uno sguardo critico sulla propria condotta personale e quella degli altri.

Su dei punti più precisi:

- Comunicazione: l'adulto avrà cura di porsi come tale nell'uso dei vocaboli, sia nel linguaggio scritto (SMS, social network), sia in quello orale. Si preoccuperà di non comunicare in orari irragionevoli o su argomenti personali e intimi.
- Luoghi: non stare in uno spazio chiuso, senza visibilità, con un giovane, come in un'auto, in una tenda, in una toilette, in una stanza, in un luogo di accompagnamento o un confessionale chiuso...
- Pernottamenti: un adulto non dormirà da solo con dei giovani. Diversi adulti devono essere presenti per garantire che i pernottamenti si svolgano senza intoppi.

PARAGRAFI SPECIFICI PER IL VILLAGGIO DEI GIOVANI

Tutte le norme enunciate precedentemente a riguardo del Santuario di Lourdes sono valide anche per il Villaggio dei giovani, che ne fa integralmente parte. A quelle si aggiungono alcune indicazioni più specifiche.

Vigilanza e trattamento positivo:

- Il comportamento anomalo di un bambino, potenzialmente rivelatore di un malessere, merita l'attenzione e la vigilanza degli accompagnatori.
- Gli adulti devono prevenire, notare e denunciare qualsiasi tentativo di discriminazione, molestia, racket, ecc. tra minori. Gli adulti devono fare attenzione all'isolamento o all'esclusione di certi minori da parte dei loro coetanei: queste situazioni possono essere indicative di difficoltà più gravi.
- Gli adulti sono incoraggiati a dare un esempio di abbigliamento decente per i giovani.
- Se un giovane è portato in infermeria, gli sarà inviato di volta in volta un adulto dello stesso sesso per avere sue notizie o per fargli compagnia e, per quanto è possibile, accompagnato anche da altri giovani o adulti.
- L'esercizio dell'autorità a favore di un gruppo di giovani si basa anzitutto su un'attenzione profondamente benevola. Laddove devono essere adottate misure sanzionatorie, queste dovranno essere temporanee e giustamente proporzionate. Queste devono rispettare l'integrità fisica e morale dei minori, la loro dignità e la loro intimità. Non devono mai consistere in punizioni corporali e va assolutamente evitato che possano essere vissute come umiliazioni.

I servizi igienici:

- Gli animatori supervisorici devono assicurarsi che l'andirivieni alle docce e ai servizi igienici non autorizza un abbigliamento indecente; si assicurano anche che non ci sia mescolanza in quei luoghi e lungo il tragitto.
- Indipendentemente dalla loro età, i minorenni devono potersi fare la doccia da soli. Un adulto non apre mai la porta della doccia a un minore, se non in caso di comprovata emergenza e in presenza di terzi. Se è necessario lavare un minore o una persona vulnerabile (ad es. un disabile, un ferito), l'adulto viene scelto in accordo con il giovane interessato ed è accompagnato anche da un'altra persona scelta, ugualmente d'intesa, con il giovane interessato.
- Qualora avessero accesso agli stessi servizi igienici dei minori, gli adulti che accompagnano i giovani si impegnano a prendere la doccia in orari diversi da quelli dei giovani.

Camere e dormitori:

- Gli animatori, che provvedono al riposo, alla buona intesa e alla sicurezza dei giovani, dormono in zone separate dai minori. Tuttavia, la disposizione dei locali deve permettere la sorveglianza dei minori in ogni circostanza. I giovani, se necessario, devono poter contare sulla disponibilità dei loro accompagnatori a qualsiasi ora della notte.
- Le camerate devono essere organizzate per gruppi omogenei di età.
- Si avrà cura di separare i dormitori delle ragazze da quelli dei ragazzi (piano o edificio separato); questa non mescolanza di luoghi di riposo è richiesta anche per le aree di campeggio: le tende non sono da mescolarsi.
- Per garantire la privacy del minore e per rispettare lo spazio di tutti, si richiede di non spostare i letti nei dormitori o nelle camere dei giovani. L'adulto farà attenzione ad entrare nei dormitori o nelle stanze solo in caso di assoluta necessità (tenendo sempre la porta aperta). Abituamente, starà in piedi sulla porta.
- Le stanze degli adulti non sono in alcun modo un luogo di passaggio o di riunione o incontro per i minori. In nessun caso è permesso che un minore vi entri o vi sia ricevuto.

IMPEGNO DEI SACERDOTI

Io sottoscritto, (nome)

(cognome)

(diocesi o congregazione)

dichiaro di aver preso conoscenza della carta e dell'impegno del Santuario Nostra Signora di Lourdes per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili. L'approvo e m'impegno a seguirla fedelmente.

- Sono informato e acconsento al trattamento dei miei dati personali da parte del Santuario di Nostra Signora di Lourdes in conformità alle norme applicabili alla protezione dei dati personali. Sono informato che ho il diritto di accedere, di rettificare, di cancellare, di limitare, di trasferire e di oppormi a riguardo dei miei dati personali, nonché il diritto di presentare un reclamo all'autorità competente in materia di dati personali.*

Data

Firma

IMPEGNO DEI RESPONSABILI DEI GIOVANI

Io sottoscritto, (nome).....

(cognome)

(responsabile del gruppo)

dichiaro di aver preso conoscenza della carta e dell'impegno del Santuario Nostra Signora di Lourdes per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili. L'approvo e m'impegno a seguirla fedelmente.

- Sono informato e acconsento al trattamento dei miei dati personali da parte del Santuario di Nostra Signora di Lourdes in conformità alle norme applicabili alla protezione dei dati personali. Sono informato che ho il diritto di accedere, di rettificare, di cancellare, di limitare, di trasferire e di oppormi al trattamento dei miei dati personali, nonché il diritto di presentare un reclamo all'autorità competente in materia di dati personali.*

Data

Firma

IMPEGNO DEI VOLONTARI

Io sottoscritto, (nome).....
(cognome)

dichiaro di aver preso conoscenza della carta e dell'impegno del Santuario Nostra Signora di Lourdes per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili. L'approvo e m'impegno a seguirla fedelmente.

- Sono informato e acconsento al trattamento dei miei dati personali da parte del Santuario di Nostra Signora di Lourdes in conformità alle norme applicabili alla protezione dei dati personali. Sono informato che ho il diritto di accedere, di rettificare, di cancellare, di limitare, di trasferire e di oppormi al trattamento dei miei dati personali, nonché il diritto di presentare un reclamo all'autorità competente in materia di dati personali.*

Data

Firma

